

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UTAC GROUP

Autodrome de Linas
BP 20212
91311 Montlhéry

Références : D2025-1178
Code AIOT : 0006504373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement UTAC GROUP implanté AVENUE GEORGES BOILLLOT 91310 LINAS. L'inspection a été annoncée le 18/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UTAC GROUP
- AVENUE GEORGES BOILLLOT 91310 LINAS
- Code AIOT : 0006504373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UTAC de Linas-Montlhéry, situé dans le département de l'Essonne, est un centre d'essais techniques et de certification pour véhicules. Il comprend un ensemble de pistes d'essai, dont un anneau de vitesse, et des installations permettant de réaliser des tests en conditions variées, notamment sur surfaces sèches ou mouillées, et dans des plages de températures contrôlées. Le site est utilisé pour des essais liés à la sécurité, aux émissions, à l'acoustique, ainsi qu'aux systèmes de conduite assistée.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispers...	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. a)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque...	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. b)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II.1.a)	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Gestion hydraulique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. a)	Demande d'action corrective	1 mois
5	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Prélèvements et analyses supplémentaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. f)	Demande d'action corrective	1 mois
8	Vérification de l'installation (1/2)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 1.	Demande d'action corrective	4 mois
10	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > V.	Demande d'action corrective	15 jours
11	Dévisiculateur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
12	Dispositions relatives à la protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-VI	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les dépassements successifs **du seuil de 100 000 UFC/L** du 18/11/2024, du 19/05/2025 et du 17/07/2025,

Considérant qu'en date du 17 juillet 2025, l'exploitant alerte par mail l'inspection d'un nouveau **dépassement du seuil de 100 000 UFC/L** concernant la TAR BUGATTI. Et pour lequel l'exploitant n'a pas transmis à ce jour l'identification des causes du dépassement,

Considérant que l'exploitant n'a pas remis totalement à jour son analyse méthodique des risques (AMR) suite au dépassement du 19/05/2025,

Considérant que les causes des dépassements ne sont pas à ce jour clairement identifiées,

Considérant que l'exploitant a remis en service la TAR BUGATTI sans avoir clairement identifié les causes du dépassement,

Considérant que l'exploitant utilise du biocide non oxydant en continu sans avoir présenté la justification d'une telle utilisation à l'inspection,

Considérant la proximité immédiate des installations de refroidissement avec le personnel du site,

Considérant l'insuffisance des dispositions de protection du personnel, constatée lors de l'inspection 30/06/2025, face à la potentielle exposition au risque de légionelle,

Considérant, que le site reçoit du public,

Considérant, la proximité immédiate d'habitations privées avec le site,

L'inspection propose à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant pour les points suivants :

- remettre entièrement à jour l'AMR de la TAR BUGATTI,
- identifier l'ensemble des causes avérées à l'origine du dépassement et établir un plan d'action correspondant,
- réaliser une analyse des indicateurs relevés dans le suivi des TAR et inclure le suivi dans le plan de surveillance,
- justifier la stratégie de traitement actuelle sur les deux TAR,
- transmettre les justificatifs liés aux dévésiculeurs,
- renforcer la protection du personnel aux abords des TAR,
- transmettre le plan d'action et les justificatifs liés au nettoyage et à l'entretien des TAR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispers...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle
Prescription contrôlée : L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis :- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le 03 juin 2025, l'inspection des installations classées est informée d'un nouveau dépassement du seuil de 100 000 UFC/L en Legionella pneumophila sur la tour aéroréfrigérante (TAR) BUGATTI de l'installation. Le dépassement concerne un prélèvement réalisé le 19 mai 2025. Par courriel en date du 27 juin 2025, l'exploitant transmet l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) relative aux TAR BUGATTI et BERLIET, toutes deux datées du 26 juin 2025. L'analyse par sondage des documents transmis n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant indique avoir engagé des démarches visant à identifier et à traiter les causes susceptibles d'être à l'origine des deux dépassements du seuil de 100 000 UFC/L concernant la TAR BUGATTI. Le 30 juin 2025, lors de l'inspection sur site, les échanges portent principalement sur les actions mises en œuvre par l'exploitant à la suite des dépassements, ainsi que sur différents éléments de l'AMR. À cette occasion, l'exploitant précise notamment les éléments suivants :

- Une nouvelle stratégie de traitement est mise en œuvre le 13 mai 2025 sur la TAR BUGATTI. Cette modification avait été évoquée dans une version antérieure de l'AMR, à la suite d'un précédent dépassement.
- En cas de dépassement des seuils à la suite d'un prélèvement, la TAR peut être arrêtée dans un délai de 15 minutes après notification des résultats.
- L'exploitant a mis à jour l'identification des causes potentielles du dépassement par rapport à la version antérieure de l'AMR.
- Afin d'éviter la formation de bras morts au niveau de l'échangeur huiles/gaz du circuit, une circulation continue a été mise en place durant les week-ends, avec ouverture partielle d'une vanne à 30 %.
- L'exploitant indique être toujours en attente des résultats d'analyse de l'eau de la salle JAPON et s'engage à les transmettre à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Lors des échanges, l'**inspection des installations classées rappelle à l'exploitant** que ce nouveau dépassement nécessite la constitution de documents complémentaires, notamment les déclinaisons opérationnelles de l'AMR telles que les plans d'entretien et de surveillance. L'exploitant s'engage à transmettre les documents concernés à la suite de l'inspection.

Suite au rapport global d'incident transmis par courrier en date du 25/07/25, l'inspection **relève plusieurs incohérences** avec l'AMR du 26/06/25. Notamment le rapport global fait apparaître de nouvelles hypothèses sur les causes du dépassement du 19/05/25 par rapport à celles évoquées dans l'AMR. De plus le rapport de vérification de l'APAVE du 24/04/25 annexé au rapport global, met l'accent sur la présence de biofilm (cf. point n°2). D'autres observations sont évoquées dans ce rapport au sujet de la corrosion, du tartre, etc. sans que ces pistes ne soient prises en compte par l'exploitant dans l'AMR.

L'exploitant doit se baser sur l'ensemble des données à sa disposition pour mettre à jour son AMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments suivants à l'inspection des installations classées :

- Les analyses de l'eau de la salle JAPON ;
- Les déclinaisons opérationnelles de l'AMR telles que les plans d'entretien et de surveillance ;

L'exploitant doit **remettre à jour son AMR en tenant compte de l'ensemble des données à sa disposition et s'assurer d'avoir clairement identifié les causes du dépassement avant de remettre en service les équipements.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. b)

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans

l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Le jour de l'inspection du 30 juin 2025, **l'exploitant ne présente pas de plan d'entretien et de surveillance mis à jour pour les installations.**

Lors de la visite l'inspection constate visuellement la présence de dépôt et de mousse dans le bassin et sur ses parois.

L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier du 25/07/25 le rapport de vérification de l'APAVE du 24/04/25. Celui-ci indique : "Biofilm sur les parois du bassin bétonné en point bas de l'installation situé dans le local LT BUGATTI..."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats effectués, des dépassements de seuils observés et des modifications apportées à la stratégie de traitement, **l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre des plans d'entretien et de surveillance actualisés**, prenant en compte l'ensemble des constats réalisés ainsi que les actions correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II.1.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella*

pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

Constats :

Par courrier en date du 25 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport global d'incident suite au dépassement du 19 mai 2025 sur la TAR BUGATTI. Le document n'identifie pas les causes avérées du dépassement mais uniquement des hypothèses.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit procéder également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, **avant toute remise en service de la dispersion**. Lors de l'inspection du 30 juin 2025 la TAR BUGATTI est en fonctionnement alors que les analyses de l'eau de la salle Japon n'ont pas été reçues par l'exploitant (cf point d'inspection n°2). Une contamination possible de l'eau de la salle Japon est mise en cause dans l'AMR du 26/06/2025.

Par courrier du 25 juillet 2025, l'exploitant évoque toujours une contamination possible en provenance de l'eau de la salle Japon sans transmettre d'analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de procéder à une révision complète de l'AMR.

Avant toute remise en service l'exploitant doit identifier l'ensemble des causes avérées à l'origine du dépassement ainsi qu'un plan d'action correspondant, pour éviter tout nouveau dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. a)

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.

Constats :

Par courriel en date du 27 juin 2025, l'exploitant transmet la dernière version de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) relative à la TAR BUGATTI, datée du 26 juin 2025. L'AMR mentionne en page 3 qu'une injection bihebdomadaire de biocide non oxydant est maintenue, **en raison d'une gestion hydraulique non maîtrisée**.

Le 30 juin 2025, lors de l'inspection sur site, **l'exploitant n'est pas en mesure de préciser davantage ce constat** relatif à la gestion hydraulique. Il indique que la connaissance des vitesses d'écoulement dans le système nécessiterait l'installation de débitmètres, mais qu'à ce stade, cette option n'est pas envisagée.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la gestion hydraulique constitue un des piliers de la maîtrise du risque légionelle dans les installations de ce type. Il est notamment

nécessaire de disposer d'une connaissance des vitesses de circulation ainsi que des épisodes pouvant entraîner une variation de ces vitesses, et par conséquent un risque de décollement de biofilm dans les conduites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser comment il effectue la gestion hydraulique de son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Les appareils

de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

L'Analyse Méthodique des Risques (AMR) du 26 juin 2025 relative à la TAR BUGATTI indique un changement de stratégie de traitement mis en œuvre le 13 mai 2025. Avant ce changement, la stratégie de traitement comprenait :

- Injection d'un antitartre ;
- Injection d'un biodispersant ;
- Injection en volumétrie d'un biocide non oxydant.

Le changement de stratégie porte sur l'introduction d'un biocide oxydant, auparavant non utilisé. Le nouveau protocole se compose de :

- Injection d'un biocide oxydant ;
- Injection d'un produit biodispersant/antitartre/anticorrosion ;
- Injection en choc, deux fois par semaine (lundi et vendredi), d'un biocide non oxydant.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a revu sa stratégie de traitement, en intégrant désormais un biocide oxydant. Toutefois, **la persistance d'un traitement en choc deux fois par semaine au biocide non oxydant constitue un usage préventif et régulier**, assimilable à un usage en continu. L'AMR indique que cette conservation est liée à une **gestion hydraulique non maîtrisée** sur l'installation. **Ce maintien de biocide non oxydant à fréquence régulière doit faire l'objet d'une justification technique documentée de la part de l'exploitant. Par ailleurs, la gestion hydraulique doit être revue, comme évoqué au point d'inspection n°3.**

Lors de l'inspection du 30 juin 2025, une visite des installations est réalisée, incluant la réserve de produits et le poste d'injection de la seconde TAR, TAR BERLIET. Trois produits sont utilisés sur cette dernière :

- Injection d'un antitartre ;
- Injection d'un biodispersant en choc ;
- Injection en volumétrie d'un biocide non oxydant.

L'inspection des installations classées s'interroge sur l'utilisation du biodispersant en choc. En effet, l'usage habituel de ce type de produit est en injection continue, afin d'éviter des phénomènes de détachement de biofilm lors des chocs. Le jour de l'inspection, le traiteur d'eau présent indique ne pas connaître l'origine de la mise en place de ce protocole, ayant repris l'installation avec ces paramètres. Il indique s'être interrogé sur la pertinence du traitement, **mais ni lui ni l'exploitant n'ont engagé de révision de stratégie.**

Par ailleurs, **l'inspection interroge l'exploitant sur l'injection continue (en volumétrie) de biocide non oxydant sur la TAR BERLIET.** L'exploitant exprime une crainte quant à l'usage de biocides oxydants, en raison de la supposée vétusté des installations. Toutefois, **l'exploitant indique que la TAR BERLIET date de 2003.** L'inspection des installations classées constate qu'elle ne présente pas, ni extérieurement ni dans les rapports de nettoyage, de signes particuliers de dégradation ou de vieillissement avancé.

Lors de l'inspection du 30 juin 2025, l'exploitant indique sa volonté de revoir la stratégie de traitement appliquée sur la TAR BERLIET.

L'inspection des installations classées rappelle que toute modification de stratégie de traitement doit être réalisée de manière encadrée, avec un suivi approprié, afin de ne pas générer de nouveaux risques.

L'attention de l'exploitant est notamment attirée sur l'injection continue de biocide non oxydant, qui peut masquer la présence d'un risque légionelle et fausser l'évaluation du niveau de contamination réel de l'installation.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser, préalablement à toute

évolution de stratégie de traitement, des vérifications appropriées, notamment des analyses par PCR sur l'eau de l'installation, ainsi que tout autre contrôle jugé nécessaire, afin de prévenir l'apparition d'un nouveau risque sanitaire lié à la légionelle.

Dans son courrier en date du 25 juillet 2025, l'exploitant met en avant l'hypothèse suivante "possible absence d'injection de produits non oxydant avant le prélèvement du 19 mai 2025". L'inspection rappelle à l'exploitant que l'utilisation de produit non oxydant est destinée à un usage curatif et non préventif. De plus, un délai de 48h doit être observé entre la dernière injection de produit non oxydant et le prélèvement, conformément aux prescriptions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter une justification technique formalisée concernant :

- le maintien d'un traitement au biocide non oxydant en continu sur la TAR BERLIET ainsi que sur la TAR BUGATTI ;
- le recours à un biodispersant en choc plutôt qu'en injection continue sur la TAR BERLIET.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3.

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection du 30 juin 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la surveillance et le suivi de l'installation. L'exploitant indique que des relevés sont réalisés pour différents paramètres, notamment la conductivité, les volumes de produits injectés, la teneur en métaux... etc

Des valeurs cibles sont censées être associées à ces paramètres. À titre d'exemple, le traiteur d'eau présent précise que la valeur cible pour la conductivité est fixée à 1 500 µS/cm, seuil au-delà duquel une action est engagée. **Cependant, l'inspection constate que cette valeur cible n'apparaît pas sur les fiches de relevé utilisées sur site.**

L'exploitant indique que cette valeur est connue des différents intervenants. **Néanmoins,**

l'inspection constate lors des échanges que cette information n'est pas maîtrisée de manière homogène par l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir sur l'installation.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser clairement l'ensemble des valeurs seuils associées aux paramètres de surveillance, et de les mentionner explicitement sur les supports de suivi. Ces seuils doivent également renvoyer à des procédures précises définissant les actions à entreprendre en cas de dépassement.

Par ailleurs, lors de l'inspection, le traiteur d'eau indique que le pH doit également faire l'objet d'une surveillance. **Or, ce paramètre ne figure pas parmi les indicateurs actuellement suivis de manière continue.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer dans le plan de surveillance l'ensemble des paramètres jugés pertinents, y compris le pH.

L'exploitant doit analyser le suivi des paramètres afin d'éviter tout dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prélèvements et analyses supplémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. f)

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon). Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b. Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception. L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.

Constats :

Au vu des dépassements consécutifs à plus de 100 000 UFC/L sur la TAR BUGATTI et de l'utilisation en choc de biocide non oxydant, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser des analyses par PCR de son eau.

De même, au vu de la stratégie de traitement appliquée sur la TAR BERLIET avec notamment l'utilisation en choc de biodispersant et l'utilisation en continue de biocide non oxydant, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser des analyses par PCR de son eau.

Les résultats devront être transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser des analyses par PCR de son eau pour les deux TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Vérification de l'installation (1/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 1.

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives. Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette vérification est à la charge de l'exploitant, en vertu de l'article L. 514-8 du code de l'environnement. Cette vérification comprend :- une visite de l'installation, avec la vérification des points suivants :- implantation des rejets dans l'air ;- absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé ;- présence sur l'installation d'un dispositif en état de fonctionnement ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit ;- présence d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, vérification visuelle de son état et de son bon positionnement ;- vérification visuelle de la propreté et du bon état de surface de l'installation ;- une analyse des documents consignés dans le carnet de suivi, avec la vérification des points suivants :- présence de l'attestation, pour chaque tour, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires ;- présence d'un document désignant le responsable de la surveillance de l'exploitation ;- présence d'un plan de formation complet et tenu à jour ;- présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins d'un an, prenant en compte les différents points décrits au point I-1 a du présent article ;- présence d'un échéancier des actions correctives programmées suite à l'AMR et leur avancement ;- présence d'un plan d'entretien, d'une procédure de nettoyage préventif et d'une fiche de stratégie de traitement, justifiant le choix des procédés et produits utilisés ;- présence d'un plan de surveillance, contenant le descriptif des indicateurs de suivi de l'installation et les procédures de gestion des dérives de ces indicateurs, notamment la concentration en *Legionella pneumophila* ;- présence des procédures spécifiques décrites au point I-1 c du présent article ;- présence de document attestant de l'étalonnage des appareils de mesure ;- carnet de suivi tenu à jour, notamment tableau des dérives et suivi des actions correctives ;- vérification du strict respect des quarante-huit heures entre les injections de biocides et les prélèvements pour analyse ;- présence des analyses mensuelles en *Legionella pneumophila* depuis le dernier contrôle ;- conformité des résultats d'analyse de la qualité d'eau d'appoint avec les valeurs limites applicables.

Constats :

À la suite du **dépassement du seuil de 100 000 UFC/L en *Legionella pneumophila***, l'exploitant est **tenu de faire vérifier son installation, conformément aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées tout document relatif à cette vérification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.- les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi :- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;- le plan de formation ;- les rapports d'incident et de vérification ;- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.

Constats :

Lors de l'inspection du 30 juin 2025, l'exploitant présente le carnet de suivi de l'installation. L'analyse par sondage de ce document n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > V.

Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelle

Prescription contrôlée :

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires

sur :- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ;- les actions correctives prises ou envisagées ;- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Constats :

Le bilan annuel relatif à l'année 2024 n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées, en non-conformité avec les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre chaque année l'ensemble des bilans à l'inspection des installations classées, et doit en conséquence adresser sans délai le bilan de l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II

Thème(s) : Risques accidentels, ...

Prescription contrôlée :

c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.

d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.

e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.

Constats :

Le jour de l'inspection du 30 juin 2025 l'exploitant indique qu'un dévésiculeur est installé sur les deux TAR de l'installation. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation du fournisseur attestant d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- l'attestation d'efficacité des dévésiculeurs en place sur les deux TAR
- les justificatifs attestant de leur présence actuelle sur les deux TAR
- les justificatifs attestant de leur utilisations dans les conditions prévues par le fabricant pour assurer leur efficacité

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Dispositions relatives à la protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-VI
Thème(s) : Risques accidentels, ...
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition : - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie. L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.
Constats : Le 30 juin 2025, lors de l'inspection, l'inspection des installations classées procède à la visite des deux tours aéroréfrigérantes (TAR) de l'installation. <u>TAR BUGATTI</u> Au niveau de la TAR BUGATTI, l'inspection constate la présence de barrières physiques et de panneaux signalant l'obligation de port des équipements de protection individuelle (EPI) au-delà de la zone délimitée. Cependant, l'inspection s'interroge sur la pertinence des distances d'éloignement appliquées . Les barrières sont positionnées à très faible distance de l'installation, et plusieurs places de stationnement destinées aux employés se trouvent immédiatement attenantes à ces barrières, à moins de quelques mètres de la TAR . L'inspection interroge l'exploitant sur les critères retenus pour définir ces distances d'éloignement et sur les mesures d'information mises en place pour les salariés stationnant à proximité. L'exploitant indique que seule la signalisation relative au port d'EPI est en place et qu'aucune communication spécifique n'est réalisée auprès de l'ensemble du personnel en cas de dépassement de seuil de légionelles, à l'exception des responsables de service. <u>TAR BERLIET</u> Concernant la TAR BERLIET, l'inspection constate la présence d'une signalisation imposant le port d'EPI à proximité. Cependant, lors de l'inspection, plusieurs employés sont observés empruntant un chemin de passage situé à proximité immédiate de la TAR, et notamment en face du dévésiculeur, pour se rendre depuis le bâtiment principal vers un réfectoire situé à proximité. Aucune signalisation claire n'est visible sur cette zone de passage, et aucune disposition apparente n'est mise en œuvre pour limiter l'accès du personnel non équipé à cette zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir les dispositions relatives à la protection des personnels circulant ou stationnant à proximité immédiate de la TAR BUGATTI, notamment en tenant compte des dépassements récurrents constatés sur cette installation. <u>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir les mesures de prévention</u>

mis en place autour de la TAR BERLIET, notamment afin de limiter l'exposition des personnels au risque légionelle en cas de circulation ou de stationnement à proximité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

c) Nettoyage préventif de l'installation

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection du 30 juin 2025, des échanges ont lieu concernant le rapport de nettoyage de l'année 2024, réalisé par la société *Fluid'Air Solutions*.

L'inspection des installations classées constate que, dans ce rapport, la société intervenante signale que le regard de vidange de la TAR BUGATTI était bouché, entraînant un reflux de l'eau par le trop-plein vers le bassin. La société indique également avoir retiré une quantité importante de débris (bétons, autres matériaux) du regard, et que malgré cette intervention, l'écoulement de l'eau demeurait difficile.

L'inspection interroge l'exploitant sur les suites données à ce constat. L'exploitant indique que, depuis ce nettoyage, le regard de vidange a été condamné afin d'éviter tout dysfonctionnement ultérieur.

Le rapport de nettoyage de l'année 2024 relève pour la TAR BERLIET mentionne plusieurs actions correctives à mettre en place dont le remplacement d'un moteur, du packing, et une remise en état de la peinture avec remplacement de crépine.

L'exploitant n'a pas expliqué la présence d'une grande quantité de boue et de vers dans le bac de réception de la zone de ruissellement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir tout document

permettant d'attester de cette condamnation effective, notamment plans, photographies, ou tout autre élément justifiant que le regard de vidange ne présente plus de risque de refoulement ou d'altération du fonctionnement hydraulique de la TAR.

L'exploitant doit indiquer à l'inspection les échéances de réalisation des actions correctives sur la TAR BERLIET. Il doit également expliquer les causes de la présence de boues et de vers dans la TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

